

Smith, Gordon B. (Ed.) *The Politics of Eas-West Trade*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1984, 283 p.

Jean-René Chotard

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701898ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701898ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1985). Compte rendu de [Smith, Gordon B. (Ed.) *The Politics of Eas-West Trade*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1984, 283 p.] *Études internationales*, 16(3), 673–675. <https://doi.org/10.7202/701898ar>

du dollar. Les conséquences qu'il envisage ne semblent rien avoir de tragique.

Une certaine ambiguïté est aussi relevée sur l'évolution des taux de change réels. « Les facteurs réels, note Katseli, tels que la technologie, la disparition de l'illusion monétaire et les changements dans les préférences intertemporelles affectent de manière différente les termes de l'échange d'équilibre et les prix relatifs des biens échangés aux biens non-échangés. Mais les écarts par rapport au « trend » sont très variables d'un pays à l'autre.

Pour ce qui est des politiques d'intervention sur le taux de change (plusieurs contributions), la variable perturbatrice essentielle est le comportement des salaires domestiques. Si les salaires sont parfaitement indexés aux prix, les perturbations externes et internes ont le même effet sur le produit national en régime de change flexible ou dans une union monétaire (changes fixes).

Dans la dernière partie sont présentées deux études sur les liens existant entre la politique monétaire et le taux de change. Et notamment sur les effets de la politique monétaire restrictive des États-Unis sur l'économie allemande (J. Artus). Celle-ci n'aurait le choix qu'entre plus d'inflation – cas où elle choisirait une expansion monétaire – ou une baisse du PIB, si elle adopte aussi une politique monétaire restrictive.

Enfin l'étude empirique de l'expérience de 10 pays industrialisés par S. Black lui permet d'étudier l'efficacité respective du contrôle des réserves des banques et du contrôle du crédit, en relation avec la politique de change. Mais là encore les conclusions sont très variables d'un pays à l'autre.

Il est évidemment difficile de rendre compte en peu de mots de la richesse des diverses contributions. Au total, cet ouvrage marque la variété actuelle des analyses des changes flexibles, tant sur leurs déterminants que sur les politiques économiques à adopter en la matière et les effets de leurs variations. Toutes les contributions font preuve d'une grande rigueur analytique. En même temps, les auteurs n'essayent pas d'escamoter le ca-

ractère limité des modèles, des tests empiriques ou des explications qu'ils fournissent et, par conséquent, le caractère ambigu des résultats qu'ils en tirent, ambiguïté marquée principalement par l'absence de corrélation significative entre certaines variables économiques traditionnelles et le taux de change. On peut donc légitimement se demander où se situent les véritables corrélations. En tout état de cause, toute recherche sérieuse sur le taux de change ne peut éluder les analyses et les questions posées par les auteurs dans cet ouvrage de haute volée.

Bertrand NÉZEYS

Université de Paris I

SMITH, Gordon B. (Ed.). *The Politics of East-West Trade*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Westview Special Studies in International Relations", 1984, 283 p.

Ce volume est l'aboutissement d'une conférence internationale tenue à l'Université de Caroline du sud en mars 1983, sur le thème du commerce et de sa place dans les relations Est-Ouest. Divers économistes, hauts fonctionnaires et hommes d'affaires d'Europe et des États-Unis y exposent leur analyse.

Le but de la rencontre est l'étude de l'affirmation souvent répétée que les exportations occidentales vers l'URSS renforcent le potentiel de cette dernière et que les capitalistes contribueraient eux-mêmes à rendre inévitable une catastrophe susceptible de les engloutir. (La fameuse corde dont parle Lénine dans une métaphore bien connue à l'Ouest). Plus précisément: que la technologie occidentale, même innocente d'apparence, sera transformée et détournée selon les fins de l'arsenal militaire soviétique.

Ces affirmations bien sûr sont reprises, mais elles sont très nuancées par la majorité des conférenciers qui soulignent la complexité d'une question qui ne saurait se réduire à des simplismes. L'emprunt technologique du monde russe à l'Occident est ancien mais interrompu de fluctuations. Ainsi l'URSS d'après 1945 n'a-t-elle opté pour un emprunt à l'Occident qu'à la fin des années '60, après de

longs débats au Soviet Suprême, où finit par l'emporter la ligne des échanges accrus, préconisée par Kossyguine. Deux faits statistiques peuvent immédiatement relativiser les craintes des alarmistes. Le produit national brut de l'URSS représente 40 % de celui des États-Unis, comment l'économie soviétique pourrait-elle dans tous les secteurs d'armements rivaliser et dépasser Washington ? D'autre part, 1 % seulement de ce PNB est lié avec le commerce de l'Occident, comment les échanges pourraient-ils alors influencer très sensiblement sur les secteurs très larges de l'économie soviétique ?

Quelques conférenciers examinent de près la composition de ce commerce et ses impacts sur les économies des différents pays occidentaux. Globalement, il ressort d'un comptage précis, que le transfert technologique de l'Occident vers l'URSS et le bloc socialiste n'est en moyenne pas supérieur à celui qui est opéré vers le reste du monde. Seule exception non surprenante, l'augmentation récente des ventes de technologies à la Chine. Mais c'est l'URSS qui inquiète et c'est son cas qui retient l'attention. Deux présentateurs soulignent à juste titre que le transfert et l'intégration d'une technologie sont des phénomènes complexes. À quelle place s'insèrent-ils dans les activités de recherche et développement du pays récepteur ? Demeurent-ils isolés au seul secteur qui les utilise ? À quel rythme, dans quelles proportions gagnent-ils de nouveaux domaines ? Passent-ils et si oui, comment, du niveau de la recherche à celui de l'industrie ? Il est souligné que les scientifiques et ingénieurs soviétiques possèdent la compétence pour produire des technologies de substitution à celles que l'Occident leur refuserait si le besoin s'en fait sentir mais il est ajouté que le handicap de l'URSS se situe autre part, à savoir dans le caractère arriéré de son industrie et dans la lourdeur de son mode de gestion qui rendent problématique l'adaptation rapide et efficace, sur une grande échelle, d'une quelconque innovation.

L'autre grand thème du débat est celui de l'impact de ce commerce sur les économies occidentales. En pourcentage du PNB, il est beaucoup moins important pour les États-Unis

que pour l'Europe occidentale ou le Japon. Traditionnellement, la Russie a échangé beaucoup plus avec l'Europe, l'Allemagne surtout, qu'avec les États-Unis. Vu des capitales européennes ou de Tokyo, les ventes à l'URSS commandent directement 800 000 emplois : un fait que dans la récession actuelle, les gouvernements se gardent d'ignorer.

Ces appréciations diverses du rôle du commerce répondent à deux images de l'URSS en Occident. L'une, entretenue avec plus de constance aux États-Unis est celle de la puissance antagoniste permanente, intraitable. L'autre, qu'Européens et Japonais redessinent entre les crises politiques, est celle d'une URSS puissance conventionnelle plus opportuniste que révolutionnaire.

La situation présente résulte d'un raidissement américain après la détente des années 68-75 : tendance amorcée avant le problème de l'Afghanistan ou de la Pologne. De Carter à Reagan il n'y a donc pas direction nouvelle mais durcissement systématique. Selon un conférencier l'actuelle politique américaine de mauvaises relations avec l'URSS poursuit, dans le secteur particulier de l'économie, le but de maintenir, voire d'aggraver le retard technologique de l'Est plutôt que de faire face à une réelle menace militaire. Et l'auteur n'hésite pas à déclarer que de l'incitation des avantages commerciaux offerts à l'URSS pour obtenir des concessions politiques, dans la doctrine Nixon-Kissinger, on est passé, sous Reagan, à une forme de guerre économique. Les alliés des États-Unis ont jusqu'à présent répondu avec ambiguïté aux appels à la conformité de Washington.

L'ensemble de l'ouvrage offre un tableau clair, nuancé et à jour de toute cette question. Il fait une large place à la controverse du gazoduc sibérien et à la vente de technologie à l'URSS par Européens et Japonais, malgré les menaces américaines. Le grand mérite du volume est de souligner que le débat sur la question du potentiel militaire soviétique masque la crainte américaine d'une relative neutralisation de l'Europe.

Mais le mérite plus grand encore de ce dossier est de refuser les simplifications et de

montrer l'impossibilité de jugements hâtifs ou catégoriques.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke, Canada

TARSHIS, Lorie. *World Economy in Crisis: Unemployment, Inflation and International Debt*. Toronto, James Lorimer and Company, Coll. "The Canadian Institute for Economic Policy Series", 1984, 203 p.

C'est un ouvrage de double nature que donne l'économiste Tarshis, universitaire et ancien directeur de l'*Ontario Economic Council*. Il s'agit, d'une part, d'une explication des mécanismes de la crise économique des dernières années et, d'autre part, d'un ensemble de recommandations pour la conjurer. D'où le style franchement didactique, empruntant au genre du manuel, que l'on retrouve au début, et qui fait place ultérieurement à la forme du plaidoyer.

Qu'il soit dit au départ que tout l'ouvrage, autant dans l'analyse que dans les conclusions, est conçu dans la perspective d'un keynésianisme de bon aloi. C'est d'une intervention accrue de l'État que l'auteur attend une sortie de la crise; c'est par la stimulation de la demande qu'il espère provoquer une relance de la production. Par conséquent, il se trouve à critiquer les politiques restrictives mises en oeuvre par les gouvernements occidentaux depuis 1981. Défense pondérée et cohérente de la position expansionniste, l'ouvrage constitue fatalement un révélateur des faiblesses des solutions keynésiennes classiques et de leur inadéquation aux spécificités de la crise économique actuelle. Les insuffisances résident aussi bien dans ce qui est proposé que dans certaines considérations laissées sous silence. Il est dommage que l'esprit généreux qui traverse les recommandations ne puisse servir de base à des politiques macroéconomiques concrètes. Nous y reviendrons.

L'ouvrage livre tout d'abord un exposé général de l'économie mondiale et des origines de la crise qui l'étreint. Le souci de l'auteur est de voir la faible reprise de 1983 se transformer en un processus menant à une

prospérité véritable. Rétrospectivement, la croissance des années de l'après-guerre paraît reposer sur des éléments qui ne pouvaient que se diluer sans l'intervention de forces contraires (p. 3). Parmi ces éléments se trouvent: la reconstruction de l'Europe, les dépenses militaires de la guerre froide, les dépenses sociales des gouvernements, la modération de l'inflation en raison, 1) de la faiblesse des prix des matières premières, résultat de l'application des techniques nouvelles et source de termes de l'échange plus favorables aux pays développés; 2) de l'amélioration de la productivité des facteurs et la stabilité du système monétaire international. La demande, longtemps insatisfaite, se manifeste et bénéficie du soutien des gouvernements tout dévoués au modèle keynésien.

Le métier des autorités se résumait à manier les instruments budgétaires, monétaires et fiscaux à leur disposition, contradictoirement selon les besoins du moment. Il leur suffisait d'atténuer la progression du pouvoir d'achat et d'accroître le chômage pour éviter les surchauffes inflationnistes, ou de faire l'inverse pour contrecarrer toute hésitation dans le rythme de la croissance. De fait, avec cette boîte à outils fort simples, ils réussissaient à surmonter des difficultés qui ne pouvaient être que passagères.

Depuis la fin des années 1960, ces méthodes s'avèrent inopérantes dans un contexte de stagflation, car la relation inverse entre l'inflation et le chômage ne se vérifie plus. Quelles que soient la situation et les politiques anticycliques, inflation et chômage tendent à avancer parallèlement. De lois de blocage des salaires et des prix, en politique de relance, la stagflation s'installe. Mal nouveau, elle reste rebelle aux remèdes keynésiens et ne s'efface ni devant les stimulants ni devant les tranquillisants fiscaux, monétaires et budgétaires.

L'auteur attire l'attention sur les liens étroits qui rattachent ces difficultés entre elles. Il insiste avec justesse sur les rapports réciproques existant entre les problèmes économiques intérieurs d'un pays et l'influence de la conjoncture internationale. Tout traitement doit tenir compte de l'ensemble des symptômes, sous peine de subir l'annulation de l'un ou de